

ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des **R**évolutionnaires-**C**ommunistes de **F**rance

CONSTRUCTION DU PARTI

CONTRE LA POLITIQUE DU CAPITAL ET DE SARKOZY : **RÉSISTANCE !**

Retraites : Critère fondamental pour les droits des travailleurs !

Le gouvernement annonce une nouvelle réforme des retraites, dans le droit fil des directives de l'UE sur l'allongement du temps de travail et de carrière. Martine Aubry avait pointé le bout du nez, quand elle s'était prononcée pour le passage à 62 ans (avant de se renier, élection oblige !), ce qui lui avait valu des louanges pour son « courage » de la part du MEDEF et du gouvernement. La France est un pays de bas salaires et pensions. La moyenne des retraites est de 1212 euros par mois (mais seulement 900 euros pour les femmes). Sur 14 millions de retraités, 4 millions touchent le minimum contributif, soit 579 euros ; 5 millions vivent avec moins de 1000 euros. Les augmentations sont dérisoires et ne couvrent pas l'inflation. Tout augmente : les forfaits de consultation et hospitalisation, les médicaments, le prix des aliments, des loyers, de l'essence, de l'électricité, du gaz, des assurances et mutuelles. Les retraités sont paupérisés. Les capitalistes mentent quand ils prétendent que la retraite à 63/65 ans est la solution. En France, nous avons le plus faible taux d'employabilité pour les seniors, puisque seuls 37 % d'entre eux ont un emploi (car trop « chers » pour le capital), 24 % des moins de 25 ans travaillent (le capital leur refusant le droit à l'emploi qualifié, faute d'« expérience ») !

Au 21^{ème} siècle, le capital ne veut plus payer des retraites durant 20 ans ou plus, et donc préconise l'allongement et la baisse réelle des pensions.

Sarkozy, c'est en permanence le pillage dans les poches des salariés pour transférer l'argent dans le portefeuille des banquiers et monopolistes. En 20 ans, la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 68 % à 55 %, soit 230 milliards d'euros volés au travail !

L'État capitaliste a détourné 20 milliards de taxes de Sécurité sociale pour financer les entreprises, les banques. Sous la présidence Sarkozy, les impôts des sociétés sont passés de 34,4 % à 8 % ; en 2009, les profits des monopoles du CAC 40 se montent à 67 milliards, les fonds spéculatifs ont progressé de 19 %. L'argent existe pour sauver les retraites, taxer le capital et ses profits. Ce n'est pas à Matignon, dans les pseudo concertations, mais bien dans la grève générale et continue que nous obtiendrons satisfaction !

Pour leurs profits, les capitalistes cassent les emplois industriels.

Dans l'industrie, dans les années 80, 2 millions d'emplois ont été liquidés, désertifiant certaines régions et engendrant le chômage de masse. Sarkozy et Fillon ne sont pas de reste. Le discours se veut « volontariste », démagogique ; la réalité est qu'en 2009, 180 000 emplois industriels ont été supprimés. Total-Dunkerque illustre la tendance des monopoles, pour réaliser le profit maximum, à exporter les emplois dans les « ateliers du monde », là où les conditions de travail et de salaires s'apparentent à l'esclavage. Ou alors les grandes sociétés vont liquider la production, et avec les capitaux dégagés, vont spéculer pour s'assurer du profit immédiat. Il n'y a pas de fatalité à subir les délocalisations et fermetures : il faut créer un rapport de forces supérieur, avec des comités de défense de l'emploi avec l'ensemble de la population concernée, salariés menacés, enseignants, retraités, commerçants..., tous ceux qui pâtiront de la perte d'activités. Le mot d'ordre de nationalisation sans indemnités des monopoles casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire.

Poste, éducation, santé, Fonction publique : liquidation des emplois et affaiblissement des besoins.

Sous la présidence de Sarkozy, les attaques ont redoublé contre les services publics vitaux. La « Révision générale des politiques publiques » (RGPP) a été lancée pour supprimer 160 000 postes d'ici à fin 2010. À la Poste, avec 40 000 emplois liquidés, ces 5 dernières années, la transformation de ce service public en « société anonyme » est la transition à sa privatisation intégrale.

Le secteur éducatif voit ses missions rognées à cause des réformes, des suppressions de postes, afin de subordonner l'école publique à la rentabilité financière et aux besoins étroits de main d'œuvre n'ayant qu'un « savoir-faire » doublé du « savoir-être ». Idem pour la santé, où la politique conduit à la fermeture d'établissements, au nom du « calcul marchand ». La loi dite de « mobilité professionnelle », sous couvert de mobilité contrainte pour les salariés et de « souplesse de gestion », est conçue pour licencier de fait les agents ou les réaffecter selon les besoins de l'État capitaliste.

Le socialisme, seule alternative véritable au capitalisme

Dans l'immédiat, les travailleurs seront de plus en plus nombreux à comprendre que ce n'est pas dans l'alternance politicienne (UMP/PS) mais dans des luttes s'attaquant aux profits (blocage de la production, grève continue et générale, manifestations de masse) que le rapport de forces peut être créé, obligeant le capital à des reculs contre sa volonté. 1936, 1968 en sont l'illustration.

L'URCF œuvre à faire grandir la compréhension qu'il n'y a pas d'avenir dans l'aménagement du capitalisme. Un capitalisme « régulé », « moral », « débarrassé de la finance », n'existe que dans les propositions des tenants camouflés du système d'exploitation. Le capitalisme a fait son temps ; l'oligarchie financière conduit le pays à la catastrophe humaine, et le pays à la ruine. La propriété privée des moyens de production et d'échange, l'exploitation de la classe ouvrière, l'appropriation capitaliste des richesses produites, conduisent au chômage, à la misère, à la restriction des libertés démocratiques, à la non satisfaction des besoins urgents et vitaux. Combattre le néolibéralisme soulagerait des maux provisoirement, mais ne liquiderait pas l'exploitation et l'oppression. Le capitalisme est bien notre cible historique pour assurer la marche en avant de l'humanité.

Ensemble, construisons le front anticapitaliste œuvrant à une nouvelle révolution anticapitaliste, brisant l'État capitaliste, et instaurant le socialisme et le pouvoir de la classe ouvrière et des autres catégories de travailleurs !

Union des Révolutionnaires-Communistes de France (URCF-Construction du parti)

Le 23 mars 2010



Qu'est-ce que l'URCF ?

Organisation marxiste-léniniste, l'URCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques.

L'URCF défend la solidarité internationaliste, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la solidarité avec les peuples en lutte de la Palestine à Cuba socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes.

L'URCF agit pour que la France se retire des instances impérialistes : OTAN, Union européenne, se prononce pour l'autodétermination des peuples néo-colonisés.

Les 200 thèses pour une identité communiste sont le fondement même de sa ligne politique, le programme de l'URCF est publié sur le thème, *Le socialisme : seule alternative au capitalisme !*

Avec la campagne " Accusons le capitalisme " dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

Pour l'URCF, « il faut une seule organisation Communiste en France » c'est pourquoi nous travaillons à l'unification du mouvement communiste.

Ensemble, construisons le Parti dont les travailleurs ont besoin pour préparer une nouvelle révolution française anticapitaliste et socialiste.

Rejoignez notre combat !



LISEZ

INTERVENTION COMMUNISTE
Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1an : 19 €, Etudiant : 9€, Chômeurs : 9€, Soutien : 30€

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Ville: _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Notre site : <http://www.urcf.net>